

## ARRETE DU PRESIDENT

Marché n°2023 27 AOO "Fourniture et maintenance de colonnes d'apport volontaire aériennes équipées d'un système d'identification pour la collecte séparative des déchets ménagers et fourniture de pièces détachées" - Application de pénalités

**Arrêté A-2026-16**

**Le Président de la communauté d'agglomération du Bocage Bressuirais,**

**Vu** l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services ;

**Vu** la décision 2024-027 en date 31 janvier 2024 relative à l'attribution du marché « Fourniture et maintenance de colonnes d'apport volontaire aériennes équipées d'un système d'identification pour la collecte séparative des déchets ménagers et fourniture de pièces détachées » ;

**Considérant** la notification du marché, le 29 février 2024 à l'entreprise SULO France situé à Saint Jean sur Vilaine (35220) ;

**Considérant** les pièces contractuelles du marché et plus particulièrement l'article 16 du Cahier des Clauses Administratives Particulières relatif à l'application des pénalités de retard et autres pénalités spécifiques.

## ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Au titre de l'exécution du marché n°2023 27 AOO « Fourniture et maintenance de colonnes d'apport volontaire aériennes équipées d'un système d'identification pour la collecte séparative des déchets ménagers et fourniture de pièces détachées » - par le titulaire SULO France, il est prévu des pénalités dans le cadre du retard sur les interventions de maintenance préventive et curative, ainsi que du retard lors de la livraison des équipements et des pièces détachées.

**ARTICLE 2 :** Les pénalités appliquées pour la période d'exécution du 17 novembre 2025 au 18 février 2026 sont les suivantes :

| Pénalités                                                        | Occurrence            | Nombre de jours de retard d'intervention au 18/02/2026 | Montant des pénalités |
|------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------|-----------------------|
| Retard d'intervention pour la maintenance préventive et curative | 150€ / jour de retard | 66                                                     | 9 900€                |
| Retard d'intervention pour la maintenance préventive et curative | 150€ / jour de retard | 57                                                     | 8 550€                |
| Retard d'intervention pour la maintenance préventive et curative | 150€ / jour de retard | 31                                                     | 4 650€                |

**ARTICLE 3 :** Les pénalités appliquées pour la période d'exécution du 19 février 2025 au 31 janvier 2026 sont les suivantes :

| Pénalités | Occurrence | Précisions | Montant de la pénalité |
|-----------|------------|------------|------------------------|
|-----------|------------|------------|------------------------|

|                                                             |                            |                                     |            |
|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------|------------|
| Retard de livraison des équipements et des pièces détachées | Forfait 10% de la commande | Commande n°2025-01 = 143 270,00€ HT | 14 327,00€ |
| Retard de livraison des équipements et des pièces détachées | 50€ / jour de retard       | 15 semaines x 5 jours<br>= 75 jours | 3 750,00€  |
| Retard de livraison des équipements et des pièces détachées | Forfait 10% de la commande | Commande n°2025-02 = 462 560,00€ HT | 46 256,00€ |
| Retard de livraison des équipements et des pièces détachées | 50€ / jour de retard       | 13 semaines x 5 jours<br>= 65 jours | 3 250,00€  |

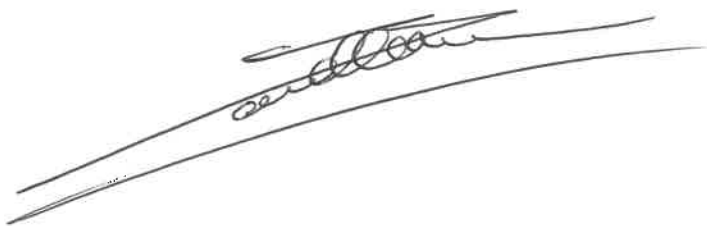
**ARTICLE 4** : Les pénalités pourront être appliquées par retenue sur la facture fournie par le titulaire ou par l'émission d'un titre exécutoire

**ARTICLE 5** : Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais et Monsieur le comptable du Trésor Public sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 6** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à Madame la Sous-Préfète de BRESSUIRE, à Monsieur le Trésorier général de THOUARS.

Fait à Bressuire, le **14 AVR. 2026**

**Le Président,  
Monsieur Pierre-Yves MAROLLEAU**



Transmis en préfecture le **15 AVR. 2026**

Notifié ou publié le **15 AVR. 2026**

Le Président  
-certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte  
-informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification/ou publication.